



Le Conseil exécutif d'ECREEE approuve le plan de travail et le budget annuel du Centre de 2011

Le CEREEC a tenu sa deuxième réunion du Conseil Exécutif (CE) le 28 Janvier de 2011 à Praia, Cap -Vert. Le Conseil a examiné et a adopté l'état d'exécution des Travaux en 2010 et le Plan de travail 2011 du Centre . La réunion a été précédée par la 1ère réunion du comité technique (CT) le 27 Janvier, qui a fourni des conseils techniques ainsi que des recommandations au conseil. Les membres du Conseil ont félicité le taux de rendement élevé du CEREEC concernant la mise en œuvre de son plan de travail 2010. Il a été également observé que pendant une période relativement courte, le Centre a réussi avec succès:

- La mise en place du Secrétariat et le Réseau des Institutions Focales Nationales (NFIs) du CEREEC;
- Le recrutement du personnel Clé au niveau de la région de la CEDEAO et international;
- La mise en place d'une structure de Gouvernance et l'organisation de deux réunions du Conseil Exécutif et une réunion du Comité Technique ;
- L'établissement des procédures de gestion administrative et financière interne ;
- L'élaboration d'un cadre à court/long terme de conception et de rapport (état des travaux annuels et les plans de travail);
- Le lancement des principales activités opérationnelles et une visibilité au niveau internationale et locale à travers des activités de relations publiques (par exemple le web site, les bulletins d'information);
- L'organisation des premiers Ateliers et conférences avec plus de 200 participants;
- L'approbation du program et budget du centre pendant les cinq années à venir;
- Le développement des propositions de projet techniquement solides, qui ont reçus l'approbation pour le financement de la Commission Européenne et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM);
- La mise en œuvre d'un large réseau international et local des partenaires du secteur.

Le Directeur Exécutif du CEREEC Mr. Mahama Kappiah, dans son allocution a souhaité la bienvenue aux participants à l'ouverture de la réunion du TC. Il a noté que l'année 2010 a été une année importante dans l'histoire du CEREEC, étant donné l'ambitieux plan de travail et l'excellent niveau de l'exécution. Il a aussi exprimé sa gratitude pour le soutien sans précédent de la Commission de la CEDEAO et les partenaires: l'ADA, l'AECID et l' ONUDI, pour cette réalisation. Il a également salué les donateurs entrants tels que la République Fédérative du Brésil, le Nigeria, l'USAID et la Commission Européenne.

M. Amodou Diallo, Secrétaire Général d'Ouest Africain Power Pool (WAPP) a exprimé sa gratitude pour l'hospitalité du Pays hôte et les autres bailleurs de fonds pour leur soutien à CEREEC. Il a souligné les principaux défis liés aux services énergétiques durables. M. Al-

fred Braimah, Directeur du Département du Secteur Privé de la Commission de la CEDEAO, a été élu président du CT, ainsi que M. Abrão Lopes, Directeur de l'Energie, Ministère du Tourisme, de l'Industrie et de l'Energie, du Cap-Vert et M. Moussa Leko, principal Manager des projets du Département de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO, désignés comme rapporteurs.

Le Conseil Exécutif (CE) a approuvé l'ambitieux plan de travail de 2011 et le budget annuel du CEREEC. Le plan de travail cherche à mettre en œuvre 156 activités pour 14 programmes. Les programmes ont été définis comme suit: Gestion & Administration, Activités Générales, Communication, Cadre Réglementaire, l'évaluation des ressources d'ER & EE, le renforcement des capacités, le Programme solaire, Programme de la bioénergie, Programme de Micro Centrales Hydrauliques, Programme d'énergie éolienne, Programme d'efficacité énergétique, Observatoire sur les ER & EE (EREO), l'énergie rurale et l'appui aux projets. Les activités des programmes contribuent aux cinq résultats définis par le CEREEC. Ces résultats répondent directement aux barrières existantes pour le déploiement et l'utilisation d'ER & EE dans la région Ouest-Africaine:

- L'Agence Efficace de promotion d'ER&EE est créée et gérée efficacement;
- Des fonds pour les programmes et projets de ER&EE sont mobilisés et mis en œuvre;
- Les partenariats/réseaux dans les secteurs de ER&EE sont créés et exécutés efficacement;
- Les Cadres juridiques et réglementaires sur les ER&EE sont créés et exécutés;
- Les Capacités en ER&EE sont renforcées et appliquées;
- Les Bases de connaissances d'ER & EE, sensibilisation et plaidoyer sont renforcées;
- La promotion des Entreprises et d'investissements en ER&EE est réalisée.



La réunion du Conseil D'Administration(CA) a été présidée par le Commissaire des Infrastructures de la CEDEAO , Célestin Talaki, qui est également le Président du CA du CEREEC. Le Directeur des Affaires Juridiques de la CEDEAO pour les, le Directeur Exécutif du CEREEC, l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Cap Vert, SE Jose Miguel Corvinos Lafuente, les représentants du Ministre du Tourisme, de l'Industrie et de l'énergie du Cap-Vert, le Ministre d'État de l'Energie du Nigeria, l'Agence Autrichienne pour le Développement (ADA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement Industrielle (ONUUDI) et l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) étaient également présents.

En déclarant ouverte la réunion, le Président du Conseil, M. Célestin Talaki, a transmis un message de bonne volonté et d'appréciation du Président de la CEDEAO aux membres du Conseil, en particulier aux principaux bailleurs de fonds pour leur soutien inestimable au CEREEC. Et Il a également souhaité les bienvenus aux partenaires entrants. SE Jose Miguel Corvinos Lafuente, l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Cap-Vert, dans son adresse, a félicité la

Commission de la CEDEAO pour la prévoyance en créant un tel centre et a félicité le Directeur Exécutif pour les résultats impressionnants obtenus dans un bref délai. Tout en réitérant l'engagement de l'Espagne au CEREEC, il a invité le Centre pour répliquer le plaidoyer fait au niveau international pendant l'année 2010 et aussi dans la région de la CEDEAO en 2011.

Dr. Vincent Dogo, représentant de l'honorable Ministre d'État de l'Énergie du Nigeria, a également exprimé sa gratitude aux principaux partenaires du CEREEC, et a réaffirmé l'engagement du Nigeria d'aider le CEREEC à atteindre sa mission.

M. Hannes Bauer, Expert sur l'énergie Durable de l'Agence Autrichienne pour le Développement, a transmis les compliments de Mme Ursula Stella (ADA) et Dr. Pradeep Monga (ONUDI), et a exprimé sa satisfaction à la Commission de la CEDEAO, l'Espagne et l'ONUDI pour leur soutien au Centre. Il a également fourni des contributions pour les programmes et les projets possibles d'être explorés et être mis en œuvre conjointement.

Démarrage de la Facilité Énergies Renouvelables de la CEDEAO (EREF) /CEREEC

Appel à propositions ouvert du 31 Mai au 15 Juillet de 2011

Le CEREEC a lancé récemment la Facilité d'Énergies Renouvelables de la CEDEAO (EREF), un de ses programmes emblématiques pour être mis en œuvre dans les prochaines années. La Facilité « Verte » est gérée par le Secrétariat du CEREEC, situé à Praia, Cap-Vert, et fournit un cofinancement pour des initiatives et projets en énergies renouvelables et d'efficacité énergétique de petites et moyennes dimensions dans les zones péri-urbaines et rurales en Afrique de l'Ouest. "Nous remercions la Coopération Autrichienne pour le Développement (ADA), l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) pour leur soutien financier et technique initial et nous souhaitons inviter d'autres bailleurs de fonds à joindre cette importante facilité » a dit M. Mahama Kappiah, Directeur Exécutif du CEREEC, parlant lors du lancement officiel.

Sous l'EREF, le Centre entreprend une démarche régulière basé sur la demande de projets ou propositions. Le premier appel est maintenant ouvert pour la soumission de propositions du 31 mai au 15 Juillet 2011. L'Afrique de l'Ouest et les candidats internationaux sont invités à soumettre une note succincte en Anglais, Français ou Portugais en conformité avec les directives disponibles dans une section spéciale de l'EREF sur le site du CEREEC (<http://eref.ecreee.org>).

Les propositions de projet impliqueront un ou plusieurs pays de la CEDEAO: Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte-d'Ivoire, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Toutes les énergies renouvelables appropriées et durables et les technologies d'efficacité énergétique sont éligibles. Les propositions peuvent être soumises par un candidat ou d'un groupe de partenaires dirigé par un candidat principal. Les candidats étrangers doivent avoir un partenaire Ouest-Africain et créer la valeur ajoutée locale. Les compagnies privées ou publiques-privées, des consultants individuels et les développeurs de projets, les institutions gouvernementales (ministères, services publics, agences d'électrification rurale), les municipalités, universités, centres de recherche, NGOs ou coopératives sont éligibles.

Dans le cadre de deux guichets de financement la facilité fournit de petites subventions de l'ordre de 5,000 à 50,000 euros par projet. La première fenêtre de financement soutient les activités de pré-investissement telles que des études stratégiques, les évaluations des sites, la structuration financière du projet (y compris le MDP) et l'installation de projets pilotes à petite échelle dans les communautés rurales. Le guichet sur le développement des affaires vise à renforcer le service local d'énergie, les entreprises de fabrication, de la promotion de la technologie et le transfert de savoir-faire. Les applications doivent être préparées selon les canevas fournis par l'EREF qui peuvent être téléchargés sur le site Web d'EREF <http://eref.ecreee.org> en anglais, français et portugais.



L'appel est une application en deux étapes et un processus de sélection. Les candidats intéressés doivent soumettre une note conceptuelle dans la première étape. Si la note conceptuelle est évaluée positivement les candidats sélectionnés sont invités à préparer une proposition de projet complète. Le CEREEC entreprend l'évaluation des propositions en collaboration avec

les Institutions Nationales Focales (NFI) des tous les pays membres de la CEDEAO.

Les propositions sont évaluées selon les critères suivants: pertinence, impact, efficacité, faisabilité, efficacité, capacité et expérience des partenaires, durabilité et réplification régionale et potentiel d'innovation. Les Propositions évaluées avec succès sont classées selon leur score et soumises au Comité d'évaluation d'EREF (CE) pour approbation.

«Avec cette Facilité, nous cherchons à atténuer les barrières financières existantes pour les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique et les entreprises dans les zones rurales et péri-urbaines de l'Afrique de l'Ouest», explique M. Mahama Kappiah. Les marchés ruraux fournissent des opportunités d'investissement et d'affaires dues à une demande non satisfaite des services énergétiques modernes et par le potentiel des ER actuellement inexploités. Actuellement, seul 8% de la population rurale en Afrique de l'Ouest ont accès à l'électricité et d'autres formes modernes de services énergétiques. Les réseaux d'électricité ne sont pas souvent développés et servent seulement que les centres urbains. Le transport des combustibles fossiles dans les zones éloignées est souvent coûteux et les communautés rurales doivent payer des prix plus élevés pour les services énergétiques par rapport à la population dans les villes. Les pauvres sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix tels que l'escalade récente des prix pour les produits pétroliers.

Dans ce contexte, les technologies décentralisées des ER & EE sont bien préparés pour promouvoir le développement durable. La disponibilité solaire, éolienne, bioénergie et les systèmes des petites centrales hydroélectriques sont déjà plus rentables que les solutions admissibles basées sur diesel - particulièrement lorsque l'on considère le coût de la vie et l'externalités environnementales négatives. L'utilisation moderne de la biomasse permettra de réduire la pollution intérieure et l'utilisation du bois de chauffage. Les solutions énergétiques durables peuvent répondre aux besoins prioritaires des zones rurales, la stimulation des activités productives locales contribuent à la réduction de pauvreté et aider à créer la richesse, améliorent la santé, créent des emplois et augmentent l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Ce sont des outils qui améliorent l'exploitation et la conservation des produits agricoles (par exemple, le séchage solaire ou la production de glace pour la conservation de poisson) et pour l'amélioration de l'accès aux services essentiels (par exemple la cuisson, le refroidissement solaire, les vaccines, l'éclairage publique, le pompage de l'eau et le dessalement).

M. Martin Lugmayr, expert du CEREEC-ONUDI, a noté que la facilité contribuera à la mise en œuvre du Livre blanc de la CEDEAO / UEMOA pour l'accès à l'énergie dans les zones péri-urbaines et rurales. La politique prévoit qu'au moins 20% des nouveaux investissements dans l'électricité seront alloués à des ressources renouvelables et des appels pour l'établissement des fonds innovants qui permettront d'augmenter le financement pour au moins 200 projets démonstratifs. Le service contribue également à l'accomplissement de l'objectif de l'ONU sur l'accès universel à l'énergie propre et abordable d'ici 2030, à la réduction des émissions des GES et l'Année internationale de l'énergie durable pour tous en 2012.

TOUR DE SENSIBILISATION DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO

Le premier trimestre de 2011 a été particulièrement chargé pour le CEREEC, avec le début d'une tournée de sensibilisation aux États membres de la CEDEAO. Ceci a permis d'avoir l'occasion de présenter le mandat et le plan de travail du Centre. Dans la première phase de la tournée régionale, M. Kappiah Mahama, Directeur Exécutif, et M. David Vilar, Expert en énergies renouvelables du CEREEC ont visité le Nigeria, le Bénin, le Togo, le Ghana, la Guinée-Conakry, le Sénégal, la Burkina Faso et le Mali.

Ces visites ont été organisées conjointement avec les institutions focales nationales (IFN) du CEREEC et en étroite collaboration avec les Ministères de l'Énergie dans chaque État membre. Depuis la création du CEREEC, il a été impératif que le Centre forge une plus grande collaboration entre les institutions nationales et le Centre régional, en vue de renforcer la collaboration pour la mise en œuvre efficace de ses programmes.



Visite de la République du Bénin

Les activités suivantes ont été effectuées pendant les visites:

1. Renforcer la relation avec les NFIs et les discussions actuelles sur les processus politiques des ER&EE, programmes et projets;
2. Établir des contacts et / ou des partenariats avec les institutions nationales appropriés (institutions du secteur public et privé, institutions académiques, notamment les universités, les énergies renouvelables et les associations de l'efficacité énergétique, la société civile et d'autres parties prenantes).
3. Suivre la situation des propositions de projets sur les ER & EE et la mise en œuvre du projet pour la collecte des informations pour la mise à jour des bases de données du CEREEC.
4. Collecter des données et des documents sur les ER&EE pour l'étude de base et l'évaluations des ressources.
5. Organiser des réunions avec toutes les institutions pertinentes parties prenantes y compris les médias pour présenter le CEREEC.
6. Promouvoir la sensibilisation sur le CEREEC et la facilité énergies renouvelables de la CEDEAO (FERC) à travers les activités de médias.



5 MW de centrale PV connecté au réseau électrique à Praia au Cap-Vert: La plus grande installation actuelle en Afrique sub-saharienne

Le Centre de Technologie de l'ONUDI joint ces forces



Pradeep Monga, le Directeur de l'Énergie et du Changement Climatique de l'ONUDI, rencontre les Directeurs de Technology Centers (ITCs)

L'ONUDI continue d'améliorer la coopération Sud-Sud au sein de ses programmes d'énergie et de la coopération technique. En Mars 2011, les représentants du Centre International de Technologie (CIT) de l'ONUDI ont tenu une série de réunions à Vienne pour discuter des moyens de renforcer davantage la collaboration, la prestation des services, mise à l'échelle et la réplique des initiatives et des transferts de technologie entre les pays en développement.

Les réunions ont également fourni une opportunité pour le CTI de présenter les activités et les meilleures pratiques, et de se concentrer sur les priorités pour renforcer la coopération. Les réunions ont placé un nouveau cadre stratégique de collaboration afin de promouvoir la coopération Sud-Sud et les activités de projet qui seront menées par le CTI.

Il ya un consensus convenu que le CTI deviendra plus impliqué dans les projets liés à l'énergie et au changement climatique, ce qui s'appuiera sur les leçons apprises des programmes stratégique en association avec le Centre Régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC) basé au Cap-Vert et l'Observatoire pour les énergies renouvelables en Amérique latine et les Caraïbes.

Le CEREEC a accepté de poursuivre une future coopération avec certains des Centres de l'ONUDI. L'expert du CEREEC, participera à une formation de six mois sur les systèmes d'information géographique au Centre International pour la Science et la haute Technologie (CIS) de l'ONUDI à Trieste, en Italie. La Collaboration avec les petits centres hydroélectriques de l'ONUDI au Nigeria, en Chine et en Inde est également en discussion.

Projet de siège social Vert de la CEDEAO

Le CEREEC a lancé un projet de démonstration important à des fins de plaidoyer et de sensibilisation au niveau régional pour les solutions d'énergie durable dans la région CEDEAO.



Semblable à la Maison des énergies renouvelables de l'Union Européenne à Bruxelles, le projet de siège de la CEDEAO présentera les avantages sociaux, économiques et environnementaux pour les solutions d'énergie renouvelable et la rentabilité de la conservation d'énergie et des mesures d'efficacité par rapport au cycle de vie du projet. Dans la première phase du projet, un système de d'éclairage externe basé sur l'énergie renouvelable à 100% sera installé, tandis qu'un audit énergétique complet et l'exercice de planification seront effectués. Une offre publique pour une consultation a été lancée par le CEREEC.

CEREEC RENFORCE SA COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

Le contrat a été attribué à la compagnie espagnole, **Solaria Energias Renovables**. Le projet a été lancé en Février de 2011 et est en cours. L'audit énergétique définira les modèles de consommation énergétique du bâtiment actuel. Les mesures initiales de conservation et différentes options pour l'intégration supplémentaire des composantes d'énergies renouvelables seront élaborées.

Le CEREEC et le ITC ont signé un Protocole d'Accord (Îles Canari, le 28 Mars, 2011)

L'Institut de Technologies des Îles Canari (ITC), représenté par le Directeur, Juan Ruiz Azola et le CEREEC, représenté par le Directeur exécutif, M. Mahama Kappiah, ont signé le protocole d'accord sur une série d'actions communes dans le domaine des technologies d'énergies renouvelables et de l'eau.

L'Institut de Technologie de Canari (ITC) a été créé en 1992 comme centre de technologie du Gouvernement régional des Îles Canaries (Gouvernement de Canari). L'ITC a effectué des activités de recherche appliquée dans différents domaines technologiques. Un champ d'expertise, est le secteur des technologies des énergies renouvelables et de l'eau pour le dessalement et la purification. L'ITC a conseillé également le Gouvernement des îles de Canaries sur la politique régionale d'innovation. Et Il a également conseillé des différentes institutions publiques qui appartiennent aux administrations locales ou régionales.

Depuis plus de 10 ans, l'ITC a transféré avec succès son savoir-faire aux pays en développement. L'ITC a une expérience significative dans la mise en œuvre de la coopération sur les projets Internationaux dans les pays en développement couvrant l'énergie durable, le traitement et l'approvisionnement en eau, le renforcement des capacités, consultations et transfert des connaissances. L'ITC a une expérience particulière dans le domaine d'électrification rurale par l'accumulation des énergies renouvelables basée sur les mini-réseau des systèmes hybrides.



Juan Ruiz Alzola et Mahama Kappiah signent un Mémorandum

L'accord entre le CEREEC et ITC permet aux deux partenaires de tirer profit de leurs avantages comparatifs. L'ITC offre le savoir-faire et le CEREEC contribue avec son expérience et de ses contacts en Afrique occidentale ainsi que des possibilités d'identifier des projets. Les deux institutions ont accepté de coopérer sur une variété de projets et d'activités dans le plan de travail de 2011 et au-delà.

La proximité de l'ITC au Cap-Vert et d'autres Pays en Afrique de l'Ouest, permet l'échange facile de savoir-faire et d'information. En particulier, le Cap Vert peut tirer bénéfice des énergies renouvelables et expériences de traitement à l'eau des îles Canaries. Les deux premières activités à être développer en vertu du protocole d'accord sont deux propositions de projet concrètes pour l'électrification rurale et la mise en œuvre d'un séminaire de formation pour les fonctionnaires senior et les experts des ministères de l'énergie de la CEDEAO et des sociétés d'électricité.

Le CEREEC et ARE ont signé un Protocole d'Accord (Bruxelles, Mars de 2011)

Un protocole d'accord a été signé entre M. Mahama Kappiah, Directeur Exécutif du CEREEC et M. Simon Rolland, Secrétaire Général de l'Alliance pour l'Electrification Rurale (ARE) à Bruxelles.

La coopération vise à amplifier le profil rural de l'énergie des deux organisations et contribuera à l'objectif politique de la CEDEAO d'au moins 20% des nouveaux investissements dans la production d'électricité dans les zones rurales et péri-urbaines provenant des sources d'énergies renouvelables.

L'ARE favorise les réseaux et les solutions d'énergies renouvelables pour l'électrification rurale dans les pays en développement. L'ARE sert de plate-forme internationale pour le partage des connaissances et l'expérience du secteur privé intéressés à opérer dans les pays en développement. Basé sur leur expérience, il développe des recommandations technologiques, politiques et financières, ce qui sont rendus disponibles pour les décideurs politiques et d'autres acteurs dans le domaine de la l'électrification rurale. Aujourd'hui ARE, est composé pour plus de 55 membres, y compris de nombreux leaders du marché.



Simon Roland et Mahama Kappiah signent un Mémorandum

Le CEREEC d'une part, est une institution de promotion spécialisée de la CEDEAO qui vise à la mise en place des marchés régionaux d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en soutenant diverses activités pour atténuer les barrières techniques, financières, économiques, légales, institutionnelles et les barrières en rapport avec la capacité.

Ces activités incluent la création de cadres politiques et réglementaires, le développement de capacité, l'augmentation de la sensibilisation et la gestion de connaissance aussi bien que la promotion d'affaires et d'investissement.

Dans ce cadre, ARE et CEREEC sont des partenaires idéaux pour répondre aux questions et les besoins des autorités locales en Afrique de l'Ouest et disséminer les meilleures pratiques en matière du secteur privé afin de maximiser l'électrification rurale et les programmes d'énergies renouvelables actuels et futurs.

À la cérémonie de signature les deux côtés ont souligné l'importance de la Facilité énergies renouvelables de la CEDEAO (EREF) et de l'Observatoire des énergies renouvelables de la CEDEAO (EREO). Le service et l'Observatoire fourniront des opportunités pour les partenariats innovants Nord-Sud, entre les membres de l'ARE et les compagnies et institutions locales.

La délégation du CEREEC a visité l'Espagne

Une délégation du CEREEC a visité l'Espagne en Mai 2011 pour participer au GENERA 2011, l'une des plus importantes foires espagnoles dans le secteur des énergies renouvelables. La Présentation du CEREEC à la conférence a été suivie avec un grand intérêt par un grand nombre de compagnies espagnoles. La participation massive a été rendue possible par le soutien de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) et l'Institut pour la Diversification de l'Energie en Épargne (IDAE), qui étaient toutes les deux représentées respectivement par le conseiller des affaires multilatérales et le Secrétaire général.

Sous les auspices d'AECID, la délégation du CEREEC a également tenu des réunions avec d'importantes institutions comme le Centre de Recherches Énergétiques, Environnementales et Technologiques (CIEMAT), Institut pour la Diversification et l'Économie de l'Énergie (IDÉE), Bureau espagnol de Changement Climatique (OECC), l'Université Polytechnique de Madrid (UPM), le Ministère d'Industrie, de Tourisme et du Commerce, l'Institut espagnol de Commerce à l'Extérieur (ICEX), Centre National d'Énergies Renouvelables (CENER), Centre National de Formation Professionnelle dans les Énergies Renouvelables (CENIFER) et divers départements d'AECID.

Plusieurs opportunités de partenariats ont été identifiées dans les différents domaines d'expertise des institutions espagnoles ce que stimulera le mandat du CEREEC pour promouvoir le déploiement des technologies des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et des services en Afrique de l'Ouest.

La délégation du CEREEC a également visité les sites de démonstration de CENER et de CENIFER en Navarre, un centre d'activité pour les installations et le savoir-faire d'énergies renouvelables en Espagne. Il y avait également l'occasion de visiter le Centre de contrôle et d'autres installations d'énergies renouvelables de la compagnie espagnole - ACCIONA ENERGIA - dans les périphéries de Pamplona.

En générale la visite a renforcé la collaboration entre l'Espagne et le CEREEC. Il a également mis en évidence le rôle stratégique que le CEREEC peut jouer, en partenariat avec les diverses institutions espagnoles publics et privés, dans le développement des services pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Afrique de l'Ouest.

Séminaire régional: l'Intégration d'énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques de la région de la CEDEAO, du 15 au 17 Juin 2011, îles Canaries, Espagne

Le CEREEC, en collaboration avec l'Institut Technologique des Iles Canaries (ITC) a organisé un séminaire régional sur le « Intégration des énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques de la région de la CEDEAO » du 15 au 17 Juin de 2011 dans les Îles Canaries en Espagne. Le séminaire a réuni les décideurs et les cadres supérieurs des sociétés d'électricité des Etats Membres de la CEDEAO et des institutions spécialisées espagnoles sur les énergies renouvelables et de la planification énergétique.

L'objectif du séminaire était d'examiner l'expérience des îles Canaries dans la planification du réseau électrique et le défi posé par la pénétration élevée des énergies renouvelables dans le système de l'électricité. Le séminaire a également évalué l'état de préparation des pays de la CEDEAO en ce qui concerne l'intégration des énergies renouvelables dans leurs réseaux électriques nationales. Le séminaire a été conclu avec des visites des installations d'énergies renouvelables et les centres de contrôle.



Le CEREEC a discuté des options DSP pour l'Afrique occidentale avec CENER

Profil de l'Espagne en ER&EE

L'économie espagnole est caractérisée par une intensité énergétique relativement plus élevée que le reste de l'Europe, par une forte dépendance à l'égard des importations d'énergie (taux d'autosuffisance de 25,9% en 2010), mais aussi par les changements rapides du système énergétique en ces dernières années. En effet, la sécurité et la diversité des sources d'énergie demeurent les principales forces motrices pour la croissance de l'industrie espagnole des énergies renouvelables.

Un cadre juridique stable basé sur les tarifs de rachat avec de primes pour des énergies plus bénéfiques pour l'environnement a favorisé le développement des énergies renouvelables. L'Espagne est devenue le plus grand producteur mondial d'électricité de CSP et l'un des plus grands producteurs d'énergie éolienne et photovoltaïque.

Le succès dans le développement de l'énergie éolienne en Espagne a été accompagné par la création d'entreprises compétitives aujourd'hui actives dans les marchés technologiques internationaux. L'énergie photovoltaïque est caractérisée par un développement industriel similaire. La plupart des entreprises dans le secteur des énergies renouvelables sont attribués à quatre secteurs d'activités: PV (54,6%), solaire thermique (41,8%), éolienne (24,4%) et la biomasse (22,1%).

En 2010, les énergies renouvelables ont augmenté leur part dans la matrice énergétique espagnole pour atteindre 13,2% de l'énergie finale, approximativement 1 point au-dessus de 12,3% en 2009, mettant l'Espagne sur le chemin nécessaire pour atteindre l'objectif finale de l'UE de 20% de la consommation de sources d'énergies renouvelables d'ici 2020. Le scénario le plus ambitieux indique une part totale de consommation de ER de 27,8% dans la consommation brute d'énergie finale (99,80 tonnes équivalentes des émissions de CO2 réduites).

Le développement des technologies renouvelables ont été plus fortes dans le secteur de l'électricité et en 2010 ils ont atteint le total de 32,6%, plus de 7 points par rapport à l'année précédente et de 2,9 points de pourcentage au-dessus de l'objectif fixé dans le plan des énergies renouvelables 2005-2010.

D'autres objectifs comprennent la réalisation d'une économie de consommation d'énergie de 20% grâce à une efficacité énergétique accrue. En outre, 10% des besoins de transport seraient couverts par les biocarburants.

L'Espagne a l'appui institutionnel, universitaire et d'entrepreneurs pour développer le secteur. Il stimule également la recherche, avec la réalisation de nouveaux projets comme REVE ([Régulation Éolienne avec des Véhicules Électriques](#)).

ATELIER DE VALIDATION DU PROJET D'UNIDO/GEF:

Promouvoir le développement du marché sur les systèmes d'énergies renouvelables de petite à moyenne échelle au Cap Vert, le 24 Mars de 2011

L'Atelier de validation du projet FEM/ONUUDI appelé « Promouvoir le développement du marché sur les systèmes d'énergies renouvelables de petite à moyenne échelle au Cap-Vert » a eu lieu avec la présence d'environ 57 participants de 30 organisations. Le projet a été élaboré par l'ONUUDI en coopération avec le Ministère du Tourisme, de l'Industrie et de l'Énergie (MTIE) au Cap-Vert et le Secrétariat du CERECC. Les services de consultation ont été fournis par IT Power Ltd, basé à l'UK. L'objectif principal de l'atelier était de discuter les projets proposés avec les acteurs concernés. Les discussions ont été présidées par M. Jansenio Delgado, Expert en matière d'énergie renouvelable du CERECC-ONUUDI du Cap-Vert. Le projet vise à amplifier le développement durable et la réduction d'émissions des GES, en créant des conditions favorables du marché pour le déploiement de systèmes d'énergies renouvelables de petite à moyenne échelle. Cet objectif sera atteint à travers :

1. La Démonstration de la faisabilité technique et la viabilité commerciale du format de petite à moyenne échelle des systèmes d'énergies renouvelables, qu'il soit connecté au réseau ou autonome, via l'installation de 1,5 MW de projets pilotes (capacité totale). Les projets sélectionnés sur différentes îles du Cap-Vert permettront d'éviter approximativement 4.000 Tonnes CO2/an.
2. La Préparation d'une stratégie d'investissement pour étendre ou reproduire les projets pilotes, et l'établissement d'un fonds d'amorçage dédié dans le cadre de la Facilité des énergies renouvelables de la CEDEAO (EREF). Cela permettra le co-financement pour le développement des projets de petite et moyenne échelle d'énergies renouvelables au Cap-Vert.
3. La Réalisation d'une étude pour définir la façon de rendre le système d'électricité de l'île de Brava 100% renouvelables.
4. Le Renforcement du cadre réglementaire pour promouvoir et soutenir efficacement le développement des énergies renouvelables de petites et moyennes échelle dans les secteurs économiques et sociaux.
5. Le renforcement des capacités institutionnelle et technique pour dynamiser le marché et les acteurs du marché (en particulier les entrepreneurs, les banques, etc.), pour identifier, développer, évaluer et mettre en œuvre des projets d'énergies renouvelables.

L'atelier a été suivi par M. Abraão Lopes, Directeur Général du Ministère de l'Industrie du Tourisme et de l'Énergie (MTIE) qui, tout



Une partie de session des participants

en déclarant l'atelier ouvert, a souligné la contribution importante du projet à la réalisation des objectifs ambitieux des énergies renouvelables au Cap-Vert. Le Gouvernement a fixé l'objectif de produire au moins de 50% d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici 2020. M. Moisés Borges, Point focal opérationnel du FEM, dans son discours, a souligné fortement l'importance du projet à : atteindre les objectifs de la politique nationale au Cap-Vert d'éviter les émissions de carbone ainsi que de contribuer

à un meilleur accès à l'électricité; stimuler la participation du secteur privé dans le secteur des énergies renouvelables du Cap-Vert; renforcer les capacités et la sensibilisation sur l'énorme potentiel des énergies renouvelables qui existe au Cap-Vert et de contribuer à fournir des solutions aux problèmes sociaux en raison de la nature des projets à être installé en tant que projets de démonstration, ainsi que d'intégrer les intérêts politique, économique, environnementaux et sociaux.



M. Abraão Lopes Directeur général, Ministère du Tourisme, l'Industrie et de l'énergie (MTIE), Cap Vert

M. Rui Levy (ONUUDI) et M. Alois Mhlanga (ONUUDI) ont présenté les diverses activités de l'ONUUDI au Cap-Vert. Les principaux piliers du programme d'énergie de l'Afrique Occidentale de FEM/UNIDO, qui mobiliseront autour de 100 millions \$USD pour RE & EE projetés en Afrique de l'Ouest ont été également soulignés.

M. Bah Saho et M. Martin Lugmayr, les deux experts du CERECC, ont encouragé les entreprises d'énergies renouvelables au Cap-Vert d'exporter leurs services et l'expérience vers le reste de la région de la CEDEAO. Ils ont noté que, avec la demande élevée de petites et moyennes dimensions décentralisées des solutions d'énergies renouvelables dans les zones rurales et périurbaines de l'Afrique Occidentale, le Programme d'énergie de l'Afrique Occidentale de FEM/ONUUDI et les activités régionales de promotion du CERECC créent un espace dynamique pour les investissements et les entreprises.

La CEDEAO a fixé l'objectif de politique qu'au moins 20% des nouveaux investissements énergétiques doivent provenir de sources renouvelables dans les zones rurales et périurbaines. Actuellement, dans les zones rurales, seulement 8% de la population en Afrique Occidentale a accès à l'électricité. À cet égard, M. Lugmayr a présenté la Facilité d'Énergie renouvelable de la CEDEAO (EREF) qui mettra à disposition le cofinancement pour des projets d'énergies renouvelables, des entreprises de petite à moyenne échelle au Cap-Vert et de toute la région de la CEDEAO. Il est prévu que près de 1 million \$USD seront disponibles pour les projets au Cap Vert. Le premier appel à propositions de l'EREF a été lancé le 31 Mai de 2011 (voir <http://eref.ecreee.org>).



Jansenio Delgado, expert CERECC-UNIDO du Cap-Vert

LA 6^{ÈME} RENCONTRE CONJOINTE DU GROUPE DES EXPERTS POUR LE PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE DE L'AFRIQUE-UNION EUROPÉENNE, PORT LOUIS (ILE MAURICE)



Délégués à la Réunion PAEE à Maurice

La sixième rencontre conjointe du groupe d'experts dans le partenariat énergétique Afrique-Union Européenne (AEEP) s'est tenue du 16 au 18 Mars de 2011 à Port Louis (l'île Maurice). Le partenariat énergétique Afrique-UE, l'un des 08 partenariats dans la stratégie conjointe de l'Afrique et l'Union Européenne, c'est un cadre à long terme pour le dialogue politique structuré et la coopération entre l'Afrique et l'UE sur les questions énergétiques d'importance stratégique, concernant les besoins Africains et Européens. La cérémonie officielle a été ouverte par un discours de S.E Ahmed Rashid Beebeejaun, Vice-Premier Ministre d'île Maurice (qui a officiellement ouvert la réunion), suivi des allocutions de S.E Aboubari Baba Moussa, Directeur des Infrastructures et de l'énergie de la Commission de l'Union Africaine, et l'Ambassadeur Alessandro Mariani, Chef de la Délégation de l'UE en Maurice.

La réunion a été suivie par les participants suivants : les co-présidents de AEEP (Commission de l'Union Africaine, l'île Maurice, Allemagne et Autriche), les représentants de neuf pays Africains et ceux de 4 pays Européens, les représentants de la Commission de l'Union Européenne, les représentants de la Commission de l'Union Africaine (CUA), Communautés Économiques Régionales (CER), Des Systèmes d'Echanges d'Énergie Electrique Régionaux d'Ouest Africain (SEER) la Banque Africaine pour le développement (BAD), les organisations spécialisées d'Afrique et International, et d'autres organisations en qualité d'observateurs, notamment le Centre Régionale pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (CERECEC), entre d'autres.

Parmi les temps forts de la rencontre, il y a eu la présentation de l'ébauche du rapport sur la mise en œuvre du deuxième Plan d'action. Ce rapport se concentre sur les contributions de l'UE et sur les actions à entreprendre dans les six domaines prioritaires qui ont été identifiés dans le deuxième Plan d'action. Parmi ces actions à entreprendre figure l'objectif d'installer une capacité de 10.000 MW en hydro-électricité d'ici 2020, La commission de l'Union Africaine a également présenté les priorités de son projet régional et d'interconnexion à être considéré sous le 2ème plan d'action.

Les participants ont particulièrement insisté sur un certain nombre de domaines prioritaires du plan d'action, parmi lesquels ils ont souligné le renforcement de capacité, recherche & développement et de transfert de technologie ainsi que la nécessité d'identifier des moyens concrets qui permettront la mise en œuvre des projets envisagés dans le cadre du partenariat.

L'Initiative d'Énergie de l'UE et la Facilité du Dialogue entre les Partenariats (EUEI-PDF) et l'Agence Française pour le Développement (AFD) ont également fourni des indications sur l'état de la mise en œuvre du Programme de Coopération d'AEEP des Énergies Renouvelables durant sa phase de lancement. (RECP) L'EUEI-PDF est responsable pour la coordination du côté Européen et les activités qui

sont liées aux politiques et au développement des marchés d'Énergies Renouvelables, tandis que l'AFD est intéressée par les activités qui sont liées aux mécanismes financiers et la conception des projets financièrement viables.



En marge de la rencontre conjointe de JEG, s'est tenue la 4ème rencontre de l'Équipe Africaine chargée de la mise en œuvre du partenariat. Il y a eu également l'exposé de l'étude sur l'architecture institutionnelle pour le développement de l'investissement en Afrique (IAIDA).

Le projet de formulation d'une Politique de Développement des Énergies Renouvelables dans l'espace de la CEDEAO (RECP) qui s'inscrit en droite ligne des actions cibles de la phase de lancement a reçu l'appui du JEG. Cette politique devra permettre l'adoption à l'échelle régionale et nationale des mesures pour promouvoir le déploiement et l'usage des technologies et services d'ER & EE dans la région CEDEAO.

L'AEEP, RECP peuvent notamment servir à la formulation des conseils en politiques d'ER & EE ; susciter des rencontres du secteur privé dans le domaine des ER & EE ; à la promotion de l'innovation technologique; et au développement des capacités. D'autres points à considérer dans le programme sont une amélioration de l'usage de la biomasse traditionnelle comme source d'énergie mécanique, pour la cuisson, l'éclairage et le chauffage ; le chauffe-eau solaire ; l'accès à des lignes de crédit pour les banques locales afin d'aider à la mise en place d'actions immédiates et concrètes telles l'éclairage par le solaire des ménages ; la réduction du gap d'information des acteurs comme les petites et moyennes entreprises par des actions de formation et de renforcement des capacités entre autres.

Une Académie pour former 1000 Nigériens en Énergies Renouvelables

L'Académie des Énergies Renouvelables de l'Afrique a prévu la formation de 1.000 Nigériens en entrepreneuriat et mise en place des Énergies renouvelables à l'horizon 2012 pour accompagner la satisfaction des besoins urgents en infrastructure et aussi aider à l'emploi des jeunes dans la région.

Selon S.E Emmanuel Emielu, Directeur Exécutif de l'Académie « nous devons investir dans le développement de l'entrepreneuriat et le savoir-faire technique pour arriver à une large diffusion des technologies d'Énergies Renouvelables au Nigeria et partout en Afrique parce que ce sont les entrepreneurs qui vont créer les emplois et ce sont eux qui sont en mesure d'engager les investissements nécessaires au développement du secteur.

S.E Emielu qui est aussi membre de l'Alliance Africain pour les Énergies Renouvelables (AREA) a tenu à rappeler que l'Académie, avec l'appui de son partenaire allemand RENA AG et d'autres partenaires, a prévu un certain nombre de programmes spécialisés parmi lesquels un Séminaire international au Ghana en Avril de 2011, un Sommet sur le business des Énergies Renouvelables à Abuja en Octobre de la même année et le programme d'été sur les Énergies Renouvelables pour les jeunes Nigériens. Au moment où le Monde est confronté à des problèmes environnementaux sans précédent, les spécialistes estiment que l'investissement dans les Énergies Renouvelables est une opportunité qui vient en son heure. Les Énergies renouvelables peuvent être un levier de développement pour le Nigeria et pour l'Afrique à condition qu'il y ait des actions qui soient menées dans la formation entrepreneuriale et le développement des capacités.

Le profil énergétique de la Sierra Leone

Résumé: La Sierra Leone, après la guerre civile, a dans ces dernières années, accompli de grandes avancées dans la réhabilitation de ses infrastructures et la diversification de son mix énergétique en recourant aux sources renouvelables.

La Sierra Leone est un Pays qui dispose de ressources marines, agricoles et en particulier minérales substantielles comme le diamant, la rutile, la bauxite, l'or, le fer, etc. Toutefois la majorité de la population, surtout celle en zones rurales vit en dessous du seuil de pauvreté. Aujourd'hui le pays est entrain de se remettre de sa dramatique instabilité socio-économique et politique qui, on s'en souvient, avait atteint un point culminant par un conflit armé entre 1991 et 2002. Dans cette remise en état socio-économique l'énergie est une composante essentielle. Seulement, la plupart des infrastructures énergétiques ont été détruites pendant le conflit et le pays est confronté depuis des années à une crise structurelle de son secteur de l'énergie. La Crise énergétique chronique qui se caractérise par la pauvreté énergétique, insécurité énergétique et des ressources financières limitées pour engager les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la Sierra Leone a un taux de consommation d'énergies modernes parmi les plus faibles au Monde. L'écrasante majorité de la population est dépendante du bois de feu pour la cuisson et du kérosène pour l'éclairage. Une dépendance qui a des impacts négatifs sur l'environnement mais aussi sur la qualité de vie des populations. Par ailleurs, il est à noter les inégalités notoires qui existent dans l'accès à l'énergie et la tarification des services énergétiques entre zones rurales et zones urbaines. Alors que dans les zones urbaines la tendance est à l'utilisation des sources énergétiques plus modernes comme l'électricité, le charbon de bois, le kérosène, etc., en zones rurales les populations continuent d'utiliser de la biomasse traditionnelle comme seule source pour satisfaire leurs besoins énergétiques. A l'échelle du pays, le taux d'accès à l'électricité des ménages est moins de 10% et le pourcentage tombe à moins de 1% en zones rurales où vivent 62% de la population.

Aussi, la Sierra Leone est familière des difficultés quotidiennes de la vulnérabilité énergétique auxquelles contribue la volatilité des prix des combustibles et un système d'électricité défaillant. A l'heure actuelle, la production d'électricité est très en deçà du minimum nécessaire pour faire tourner et l'économie et les besoins vitaux des 5,4 Millions de Sierra Léonais. A cela s'ajoute les incertitudes du parc de production dont les capacités existantes peuvent varier considérablement en raison de pertes techniques et commerciales. Des variations qui peuvent atteindre selon les estimations entre 30 et 38%, et la faiblesse du facteur de capacité de quelques unités de production n'est pas pour arranger la situation du parc. La production, ensuite, emprunte un réseau électrique comme la Western Area à Freetown et 12 autres réseaux de province qui desservent exclusivement les grandes villes et leurs banlieues. En raison de la guerre civile qu'a connue le pays, la majorité de ces réseaux comme les unités de production se trouvent dans un état de délabrement. Pourtant, la projection dans le futur n'est pas plus rassurante, en effet l'industrie énergétique doit faire face à des défis presque trop énormes en raison, en particulier, de la différence croissante entre la demande prévue et les capacités d'offres envisageables qui est plus accentué en zones rurales. Le National Power Authority (NPA) a en charge le réseau de Freetown et le petit réseau qui dessert les villes de Bo et Keneam par le biais du Bo-Kenema Power Services (BKPS).

Le déficit structurel de production d'électricité en Sierra Leone, se manifeste par des pannes fréquentes et des pertes de charges qui réduisent l'accès à l'électricité aux consommateurs à une moyenne de 12h en 2 jours. Sur la période 2002-2008, la production d'électricité annuelle est passée de 142 GWh en 2002 à 40 GWh en 2006, 45 GWh en 2007 pour revenir à 157 GWh en 2008. Il a été estimé qu'en 2010, environ 89 MW de capacité supplémentaire ont été installés à Freetown par le NPA, 11 MW l'ont été par la BKPS dans les villes de Bo et Kenema et 25 MW ont été le fait des producteurs privés indépendants (IPP) dans les mines et dans le secteur du commerce. La production de ces installations, est en majorité dépendante des importations coûteuses de produits pétroliers comme le diesel et ainsi fait de l'accès à l'électricité une charge de plus en plus lourde pour les ménages Sierra Léonais. Sur l'économie du Pays, les fluctuations et augmentations soutenues des prix des produits pétroliers enregistrés ces dernières années ont eu des effets dévastateurs. Les grandes firmes et les institutions publiques sont obligées pour leur fonctionnement, de prévoir des générateurs diesel en raison des fréquents délestages.

Les instruments politiques qui existaient ainsi que leur cadre légal et réglementaire n'ont pas permis de venir à bout de cette crise énergétique. En réponse à la chute brutale de production de l'année 2007, le Gouvernement Sierra Léonais avait décidé d'un Plan d'Urgence pour le Secteur de l'Energie. En 2009, la Nouvelle Politique Énergétique Nationale a été adoptée et la mise en œuvre de projets prioritaires a été accélérée. Cette nouvelle politique a permis une durabilité des actions et a envisagé les énergies renouvelables comme alternatives dans le secteur.

Les ressources énergétiques fossiles en Sierra Leone sont peues nombreuses, mais, le pays dispose d'un potentiel en hydro-électricité encore largement sous exploité en raison de barrières à la fois techniques et non techniques. Ce potentiel hydro-électrique est estimé à 1513 MW, dont seulement 56 MW sont exploités en 2010. L'estimation est basée uniquement sur les prévisions de 27 sites et n'incluant pas le potentiel des mini-systèmes hydro-électriques d'une capacité inférieure à 2 MW. A la fin de l'année 2009, la centrale hydro-électrique de Bumbuna d'une capacité maximum de 50 MW a été décidée.

En dehors du potentiel hydro-électrique, la Sierra Leone peut compter sur d'importantes ressources solaires avec une radiation annuelle comprise entre 1460 et 1800 kWh/m². En 2011, un projet d'éclairage solaire devant couvrir la ville de Freetown et d'autre localités du pays, d'un coût de 29 million de \$ US a été lancé en coopération avec la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC). Par ailleurs, les experts estiment que les résidus des opérations agricoles peuvent fournir 2700 GWh d'électricité chaque année au pays. En 2011, un projet de production de 960.000 tonnes de canne à sucre et 90.000 tonnes d'éthanol par année a été lancé avec le concours financier de la Banque Africaine de Développement (BAD). Une part de l'éthanol qui sera produite est destinée à l'exportation et environ 165 GWh d'électricité devront être fournies par une unité de co-génération d'une capacité de 32 MW. La Sierra Leone dispose également de ressources éoliennes mais en quantité limitée. Les données actuelles de vélocité indiquent une moyenne de vitesse de 3 à 5 m/s pour le pays.

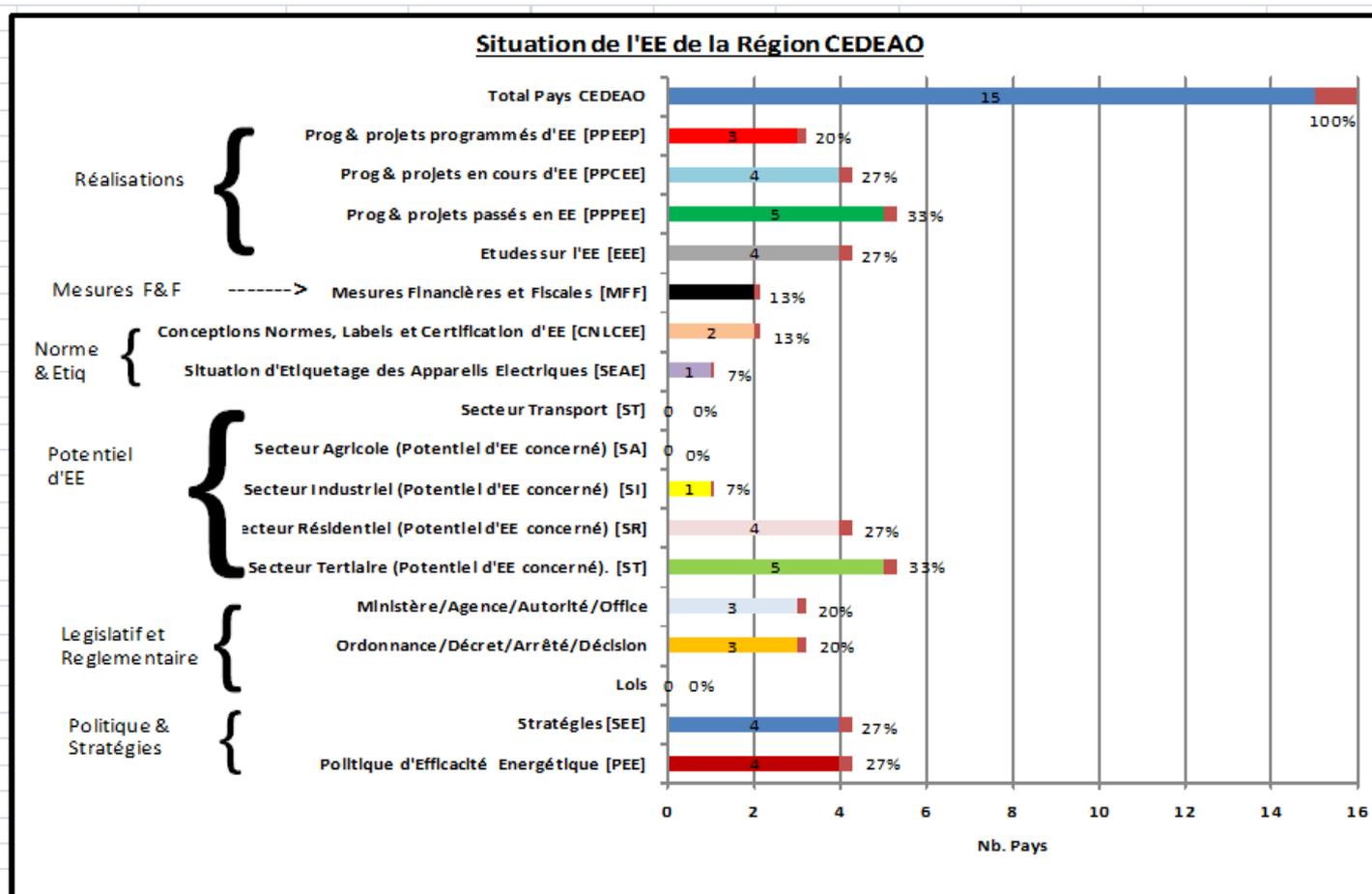
Pour plus d'informations : Voir Politique énergétique nationale de la Sierra Leone (2009), République de Sierra Leone.

Situation de l' Efficacité Energétique (EE) de la Région CEDEAO

La situation de l'efficacité énergétique dans la plus part des pays membres de la CEDEAO n'est pas clairement définie par manque de politique, de stratégie et par conséquent des systèmes d'informations de l'efficacité énergétique.

Sur la base des études pays réalisées par les points focaux nationaux du CEREEC et après avoir traité et analysé toutes les informations disponibles, la situation de l'efficacité énergétique de l'Afrique de l'Ouest ci-après a été établie.

Graphique1 : Situation de l'EE des pays membres de la CEDEAO

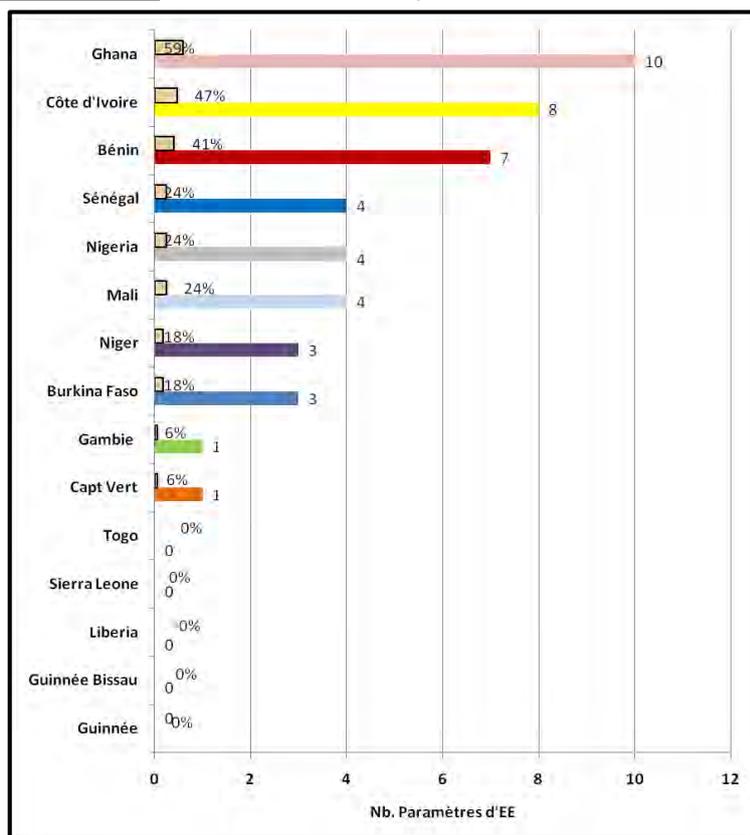


Le graphique 1 décrit la situation des pays membres de la CEDEAO en 2010 selon leur niveau d'application des mesures d'Efficacité énergétique.

Il montre le nombre des pays en fonction des dix sept (17) paramètres que nous avons identifiés comme nécessaires à la promotion de l'EE. On constate que les domaines d'application les plus répandus sont le secteur tertiaire (Infrastructures public et para public, commerce) et les projets pilotes réalisés dans le passé dans 5 pays, soit 33% de l'ensemble des pays CEDEAO. Puis dans 4 pays, soit 27%, où on voit l'existence des politiques énergétiques, des stratégies qui prennent en compte les préoccupations d'EE. 27% des pays, ont des projets d'études et des applications (dans le secteur résidentiel). Les Cadres institutionnel et réglementaire existent dans trois (3) pays seulement, soit 20%, de même qu'une programmation des programmes et projets d'EE. Treize pour cent (13%) des pays ont tenté d'établir des normes et appliqué des mesures financières. Actuellement, on constate qu'aucun des pays ne dispose d'un cadre législatif et ne fait aucune application d'EE dans le secteur agricole.

Le graphique 2 montre la classification des pays membres de la CEDEAO selon leur niveau actuel d'application des mesures d'EE, si on fait le cumule des 17 paramètres d'EE. On voit que le Ghana est en tête en matière des actions d'EE avec 10 point à son actif soit 59%, suivi de la Côte d'Ivoire avec 8 points, soit 47%, vient en suite le Bénin avec 7 points, soit 41%, le Sénégal, le Nigeria et Mali avec chacun 4 points, soit 24%. Le Burkina Faso et Niger viennent en 6ème position avec 3 points chacun soit 18%, la Gambie et le Cap Vert avec 1 point chacun soit 6% et en fin la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Sierra-Leone et le Togo qui n'ont encore entrepris aucune action en matière d'EE.

Graphique 2: Classification des Pays membres de la CEDEAO



ENTRETIEN AVEC MR ROLLAND, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ALLIANCE POUR L'ÉLECTRIFICATION RURALE (ARE)

1. Pouvez-vous nous faire une brève présentation de la structure ARE, de ses objectifs ainsi que des activités phares que vous avez eu à entreprendre ?

ARE est la seule association dans le Monde qui a comme domaines d'intervention la promotion et la distribution des Energies Renouvelables pour l'électrification rurale par des systèmes non connectés au réseau dans les pays en développement.

Nous comptons 50 membres sur la chaîne de projet de l'électrification rurale, ce qui nous permet d'être au plus près des messages des preneurs de décisions sur la base d'une expérience pratique et unique.

La plupart de nos activités est dans le domaine de la formation et de l'échange d'informations entre parties prenantes sur les avantages que peuvent procurer l'usage des énergies renouvelables dans les pays en développement. Nos membres sont organisés en groupe de travail dédiés à la formulation de solutions et à la proposition de recommandations sur des questions spécifiques comme la régulation. Nous sommes également engagés avec d'autres organisations dans les campagnes de sensibilisation comme la célébration de l'Année internationale des Nations Unies pour l'accès à une énergie durable pour tous et invitons à des actions pratiques dans ce sens.

2. Cinq (05) années depuis que ARE a été créée, quelle évaluation faites vous de ses activités en relation avec ces buts et objectifs ? Comment les populations des zones rurales et périurbaines en particulier en Afrique de l'ouest bénéficient des activités d'ARE ?

Nous avons commencé il y a cinq (5) ans avec cinq (5) membres sur la base d'une idée originale de quelques associations parmi les plus influentes dans le domaine des énergies renouvelables. Mais depuis lors nous nous sommes positionnés dans le marché des EnR & EE et aujourd'hui nous fonctionnons avec 50 membres ce qui correspond à une adhésion en moyenne d'un (1) membre par mois.

En plus de cela, nous sommes devenus une organisation reconnue comme participant à la vie du secteur et aux prises de décision dans ce domaine. C'est parce que nous avons aujourd'hui une voix qui peut se faire entendre que nous sommes en mesure de faire bénéficier directement l'Afrique de l'Ouest. Nous formulons et nous suivons de près la mise en œuvre de solutions énergétiques durables en électrification rurale. Nous avons participé aux plus grandes conférences, avons fait des publications et avons rencontré les médias par ce biais nous tentons de créer un bon environnement politique et social qui pourra aider au développement de l'usage des sources d'énergies renouvelables.

Un exemple concret de notre travail est la conception de la Facilité énergie de l'Union Européenne, un programme qui pourra bénéficier à l'Afrique en augmentant son accès à des services énergétiques durables à un coût abordable pour les populations pauvres vivant en zones rurales et périurbaines.

3. Le chauffage pour les services de cuisson est la plus importante des services énergétiques pour les populations des zones rurales et périurbaines. Pourquoi s'intéresser seulement à la technologie d'électrification ? Et pourquoi pas aux autres ?



Mr. Simon Roland

D'autres organisations sont engagées sur les services énergétiques de cuisson et font un bon travail. D'autre part ces services ne faisant pas partie du portefeuille de projets de nos membres, sont en dehors de notre champ de travail. Toutefois, nous n'ignorons pas que c'est à la cuisson que les populations des zones rurales et périurbaines des pays en développement consacrent le plus de temps, d'énergie et d'argent.

Ceci étant, si on considère le problème d'une manière globale, il n'y a que dans l'électrification que ces populations sont en mesure de créer des solutions durables d'un développement économique, d'améliorer les services que procurent

les organismes publics comme les hôpitaux et les écoles et ainsi de réduire la pauvreté en général. Sept (07) des huit (08) Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), par exemple, ne peuvent être atteints qu'avec une disponibilité de l'électricité.

4. Vous avez signé récemment un Mémoire d'entente avec le CERECC, que pensez vous que l'Alliance peut gagner dans ce partenariat ? Où voyez-vous la valeur ajoutée du CERECC ?

Si vous regardez dans les objectifs des deux organisations, vous verrez que nous sommes des partenaires naturels. Pour ARE, le CERECC offre un point de contact unique avec les quinze (15) gouvernements de ses Pays membres. Nous avons trouvé dans la création du CERECC des Signes encourageants, dans la mesure où cette création démontre l'engagement de la région Afrique de l'Ouest dans les actions en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Entre les deux organisations, nous avons l'ambition de créer un flux régulier d'information et de partage de connaissances, et aussi développer un projet commun pour lever les obstacles à l'implantation du secteur privé dans la région.

5. Le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité est estimé à 1,6 Milliards dans le Monde, et les besoins financiers dans les pays en développement et en transition sont de l'ordre de 8.1 milliards \$ US soit 300 millions \$ US par an d'ici à 2030 pour faire face aux défis énergétiques. Compte tenu de la croissance rapide de la population en particulier en Afrique sub-saharienne, quelles stratégies proposez-vous pour faire face à cette demande croissante ?

Cette réflexion est généralement admise mais ne devrait pas être un dogme, en particulier parce que si vous ne vous concentrez que sur les 300 millions \$ US par an, vous serez emmené très vite à démissionner. Avec l'ARE, nous abordons les problèmes avec leurs solutions, ce qui veut dire que la question que nous nous posons est comment créer les conditions de la mise en place d'un marché énergétique sûr et durable dans le long terme ?

Une première certitude est qu'il faudra, en premier, réaliser une conciliation des positions du secteur privé et celles des Gouvernements. Nous avons besoin de créer ensemble les conditions fiscales, réglementaires et financières qui permettront le décollage du secteur des énergies renouvelables en particulier dans les zones rurales et périurbaines d'Afrique, où ces énergies restent la meilleure option pour les populations. Le secteur privé devra, bien entendu, contribuer aux investissements mais cette contribution ne pourra se faire que s'il existe une volonté politique en appui.

6. Quelles sont les technologies renouvelables que vous avez identifiées comme étant les plus appropriées pour l'électrification rurale ? Sont-elles à un coût compétitif comparé à leurs alternatives ?

Il n'y a pas une technologie en particulier qui soit une panacée à tous les défis énergétiques. Et cela est, actuellement, la force des solutions énergétiques proposées avec les technologies renouvelables : Celles-ci sont très flexibles et peuvent s'adapter à divers environnements sociaux, culturels et géographiques. Par exemple, un village peut être mieux avec une petite installation hydroélectrique, alors que pour un autre c'est le mini-réseau PV qui est approprié et pour un autre encore une petite installation éolienne est la solution idéale.

Quel que soit les conditions, au stade d'un développement de marché, l'alternative des énergies renouvelables est une solution coûteuse en particulier pour les localités isolées dans les pays en développement. Toutefois, lorsque l'on regarde dans le long terme et que l'on considère le cycle de vie de chacune des alternatives énergétiques, les énergies renouvelables apparaissent comme étant les moins coûteuses, les plus sûres et les plus respectueuses de l'environnement comparées à la bougie ou au diesel par exemple. Avec l'USAID, nous avons récemment publié une étude qui démontre cette dernière affirmation. Elle est disponible sur notre site web.

7. Le CERECEC est intéressé par l'établissement d'un partenariat d'entreprise à entreprise entre l'Afrique de l'ouest et l'international. Y'a-t-il une manifestation d'intérêt de la part du secteur privé européen ?

Il y a évidemment un intérêt, dans le cas contraire nous n'existerions pas. Toutefois, il reste beaucoup à faire pour établir une relation de confiance en particulier avec les Gouvernements. Je pense que des organisations comme le CERECEC et ARE sont bien positionnées pour bâtir et renforcer cette relation.



CERECEC-USAID pour l'exécution d'un SIG régional sur les ressources solaires et éoliennes en Afrique de l'ouest.

Le CERECEC et l'USAID ont entrepris une évaluation détaillée des ressources solaires et éoliennes qui couvrent toute la région Afrique de l'Ouest (la Mauritanie incluse). Les données et cartes recueillies seront disséminées par le biais de l'Observatoire sur les Energies Renouvelables de la CEDEAO (EREO). Cette entreprise est entrain d'être menée dans le cadre d'un programme d'assistance technique (TAP) par Nexant Inc.

L'évaluation se fera en deux phases et prendra en compte les données déjà disponibles chez d'autres structures comme NASA, JRC, UNEP-SWERA, TERNA-GIZ. La première étape du travail va consister à créer un répertoire des données de base sur les ressources solaires et éoliennes des projets financièrement viables et à confectionner des cartes SIG détaillées. L'évaluation des ressources solaires devra intégrer toutes les données pertinentes pour des investissements dans les projets PV (connecté au réseau ou pas) et dans le solaire thermique (CSP). L'évaluation devra également identifier des sites pouvant potentiellement recevoir des investissements en considération de critères autres que financiers, comme des facteurs (socio-économiques tels la densité de la population, la proximité avec le réseau connecté et l'efficacité économique du projet).

La seconde phase va s'intéresser à l'appui devant mener les projets sélectionnés à terme. Ceci, selon Hyacinth Elayo, spécialiste des politiques énergétiques au CERECEC, est en cohérence avec les conclusions du premier atelier régional de la CEDEAO sur l'initiative solaire (ESEI) qui s'est tenu à Dakar, Sénégal du 18 au 21 octobre 2010 et qui avait conduit à l'adoption d'une « feuille de route solaire » pour la région Afrique de l'ouest. Dans le cadre de la mise en oeuvre de cette feuille de route, la cartographie des ressources solaires a été identifiée comme action prioritaire à entreprendre.



Les membres de AREA SC : De gauche à droite, Anthony Ighodaro, AREA SC Chairperson - Director, KXN Nigeria/ Solarolve (AI), Mr. Mahama Kappiah, Director ECOWAS Centre for Renewable Energy & Energy Efficiency (MK), Adeola Eleri, Renewable Energy Department, Energy Commission of Nigeria (AE), Ansgar Kiene, AREA Coordinator - Director Africa, World Future Council Foundation (AK) and Joseph Nganga, CEO, Renewable Energy Ventures Kenya.

Réunion de l'Alliance Africaine pour l'énergie renouvelable

Mahama Kappiah, Directeur Exécutif du CERECEC a accueilli la réunion du Comité de l'Alliance Africaine pour les Energies Renouvelables (AREA) à Praia du 8 au 9 avril 2011. Le comité a discuté sur les activités conjointes à mettre en oeuvre dans les mois à venir parmi lesquelles le Power Kick for Africa (conférence et présentation de programmes solaires) prévu à Abuja au Nigeria du 29 juin au 1er juillet de 2011. La session d'Abuja du Power Kick Africa fait suite à celle qui s'était tenue du 21 au 23 Juin 2010 à Accra et Obodoaka (Ghana) et qui avait connu un vibrant succès.

En marge de la rencontre, le comité directeur d'AREA a été reçu par Mr Abraão Andrade Lopes, Directeur Général de l'énergie du Cap-Vert qui a tenu à souligner les objectifs ambitieux de son pays en matière d'énergies renouvelables et les mesures qui sont entrain d'être mises en place pour les atteindre. Au programme de l'AREA figurait également des visites de centrales solaires situées dans la ville de Praia et la visite d'un centre de recherche en Jatropha à Sao Domingos.

La création de l'Alliance a été le résultat d'un atelier organisé conjointement par le World Future Council (WFC), l'Alliance pour l'électrification rurale (ARE) et la Fondation Heinrich Böll, lors de l'atelier qui s'est tenu sous le patronage du Dr. Tewelde Berhan Gebre Egziabher, Directeur Général de l'Autorité Ethiope de Protection Environnementale et des conseillers du WFC. AREA s'est assignée comme mandat de promouvoir un usage massif des énergies renouvelables aussi bien par les populations des centres urbains que celles des centres ruraux d'Afrique avec comme but d'assurer à des millions d'Africains une meilleure qualité de vie dans l'avenir.

Documentaire télévisé sur les énergies renouvelables au Cap-Vert

A l'invitation du CERECEC, le « German Broadcasting Station Deutsche Welle » a produit un documentaire intitulé « Energies Renouvelables au Cap-Vert » et dans lequel apparaît un entretien avec le Directeur Exécutif du CERECEC. Le documentaire est disponible en version anglaise, allemande et espagnole et peut être visualisé sur le site web du CERECEC ou à l'adresse <http://www.dw-world.de>

Business plan 2011-2015 du CEREEC

Dans le premier trimestre de l'année 2011, le CEREEC avec l'appui technique de Nexant Inc. et financier de l'USAID, a élaboré l'ébauche du Business Plan du Centre pour la période 2011-2015.



Mr. Edward Hoyt and Lauren J. Wygonski, Nexant Inc., et l'équipe du CEREEC travaillent sur le Business Plan du Centre

Le Business Plan inclut une présentation analytique de la situation actuelle du CEREEC avec ses forces et faiblesses. Il définit une stratégie pour le CEREEC devant lui permettre de remplir ses missions dans les années à venir. Dans la stratégie, ils sont définis des objectifs et points de repères, des indicateurs de suivi ainsi

qu'un plan d'action annuel, une politique des ressources humaines et une prévision des postes budgétaires pour financer les activités du CEREEC dans les cinq (05) années à venir.

Les indicateurs mesurables de suivi-évaluation des progrès envisagés par le CEREEC et leurs impacts attendus sur cinq (05) ans permettent d'identifier les résultats suivants comme domaines d'intérêt du Centre :

1. La création d'une agence de promotion des ER & EE répondant aux normes d'une gestion efficiente
2. La mobilisation et la mise en œuvre du financement des programmes et projets ER & EE
3. La création et l'exécution d'un partenariat/ réseau dans le secteur des ER & EE
4. La formulation de politiques adaptées aux ER & EE et la mise en place de cadres légal et réglementaire

5. Le renforcement des capacités en ER & EE
6. L'amélioration de la sensibilisation et le renforcement du plaidoyer en faveur des ER & EE
7. La promotion de l'investissement et de l'entreprenariat en ER & EE

Dans les mois à venir, l'ébauche du Business Plan sera revue par les partenaires du CEREEC, les points focaux nationaux représentant le Centre dans les pays membres et les autres parties prenantes. Le Business Plan sera formellement revu et approuvé lors des prochaines réunions du Comité technique et du Conseil d'Administration prévues à la fin de l'année 2011.

L'ECREEE témoigne une gratitude sincère à USAID et Nexant Inc. pour leur assistance durant la planification et la formulation de l'ébauche du Business Plan.



Le « Congrès 2011 de la Biomasse en Afrique de l'Ouest & Centrale » permettra d'élucider rapidement les facteurs complexes de la biomasse bois qui ont un impact sur les prix et le commerce, mais aussi, comment les opportunités régionales et locales atteignent les objectifs à moyen et à long terme pour réussir sur les vastes domaines en jeu. La structure globale du marché de la biomasse, les tarifs, la demande et les matrices d'approvisionnement; les opportunités réelles d'investissement dans la CEDEAO et d'élucider le commerce et les possibilités qu'offre les forêts d'Afrique Centrale.

Le Congrès 2011 de la Biomasse vise à fournir des occasions de réseautage pour les principaux acheteurs, les fournisseurs et les investisseurs dans l'industrie de la biomasse en Afrique.

Pour plus d'informations, Visitez le site de l'évènement (<http://www.magenta-global.com.sg/biomass2011>) ou contacter Mme Reema Raj, Directrice du marketing, Magenta Global à 65 6391 2530 ou par l'intermédiaire r.raj@magenta-mondiale.com.sg.

AVIS SUR L'APPROVISIONNEMENT EN MATÉRIEL ET LE RECRUTEMENT DE PERSONNEL

Les experts en ER & EE qui sont intéressés, consultants et fournisseurs de matériels sont invités à visiter régulièrement la section Service du site web du CEREEC pour les dernières informations concernant les demandes d'approvisionnement et de recrutements:

www.ecreee.org

En cours:

1. L'appel à proposition dans le cadre de la Facilité Energies Renouvelables de la CEDEAO (EREF) est lancé. Les personnes intéressées à participer peuvent télécharger les lignes directrices et modèles de demande en anglais, français et portugais dans la section EREF du site web : <http://eref.ecreee.org>; La date limite de réception des propositions est fixée au 15 juillet 2011;
2. Dans le cadre du projet « Green ECREEE Headquarters », le CEREEC lance un appel à propositions pour la conception et la mise en œuvre d'un système photovoltaïque (PV) connecté au réseau sur la toiture du bâtiment de son siège situé à Praia au Cap-Vert. La date limite pour la réception des propositions est fixée au 30 mai 2011;
3. Dans le cadre de l'exécution de son plan d'activités 2011, le CEREEC lance un appel à propositions de projets de démonstration dans le domaine du PV et CSP, de la climatisation solaire, de la bioélectricité et des mini-centrales hydrauliques connectés au réseau. Ces projets doivent avoir un financement innovant. Le CEREEC va en priorité appuyer les activités dans la phase de pré-investissement. Les propositions doivent être préparées selon les lignes directrices et modèles de présentation des demandes qui impliquent un cofinancement provenant des d'autres sources;
4. Le CEREEC attend des propositions sur la mise à niveau de son site web, la planification et la création du contenu web de l'Observatoire sur les Energies Renouvelables de la CEDEAO (EREO) et la création du contenu web d'un système de gestion du cycle des projets retenus dans le cadre de la Facilité Energie Renouvelable de la CEDEAO (EREF). Les entreprises intéressées à soumettre ces propositions doivent l'envoyer avant la date limite du 30 août 2011;
5. Le CEREEC a publié un appel à candidature au poste d'expert chargé de la communication et de la Gestion des Relations Publiques qui sera basé à son siège à Praia au Cap-Vert. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 17 avril 2011.

CEREEC est soutenu par



Austrian
Development Cooperation



Secrétariat d'ECREEE: Achada Santo Antonio Electra Building, 2nd Floor C. P. 288, Praia, Cap-Vert

Tel: (+238) 2604630 / 2624608 E-mail: info@ecreee.org Skype: info-ecreee